

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/204355]

**20 DECEMBER 2021. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 08 van organisatieafdeling 10 en programma 31 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021**

De Minister-President van de Waalse Regering,

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, inzonderheid op artikel 26;

Gelet op het decreet van 17 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021, inzonderheid op artikel 39;

Gelet op het decreet van 15 juli 2021 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 2021;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering tijdens haar zitting van 16 december 2021;

Overwegende dat vastleggings- en vereffeningskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 33.03, programma 31 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021, om het Herstelplan van Wallonië te financieren,

Besluiten :

**Artikel 1.** Er worden vastleggingskredieten ten belope van 102 duizend EUR en vereffeningskredieten ten belope van 51 duizend EUR overgedragen van programma 08 van organisatieafdeling 10 naar programma 31 van organisatieafdeling 18.**Art. 2.** De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 08 van organisatieafdeling 10 en van programma 31 van organisatieafdelingen 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021 wordt gewijzigd als volgt :*(in duizend EUR)*

Basisallocatie	Initieel krediet		Overdracht		Aangepast krediet	
	VAK	VEK	VAK	VEK	VAK	VEK
OA 10 01.02.08	337 974	83 744	- 102	- 51	337 872	83 693
OA 18 33.03.31	1 050	525	+ 102	+ 51	1 152	576

**Art. 3.** Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.**Art. 4.** De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2021.

E. DI RUPO  
W. BORSUS  
J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/32908]

**25 JUILLET 2022. — Arrêté ministériel fixant, pour les enfants nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001, les critères d'octroi des dérogations générales à la règle d'inscription dans une école organisée, reconnue ou subventionnée par l'une des communautés de Belgique en vue du paiement des prestations familiales**

La Ministre en charge des allocations familiales,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des allocations familiales, l'article 5, §§ 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et 5 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans, l'article 16, alinéa 2 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 février 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2022 ;

Vu le rapport du 21 mars 2022 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension de genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;Vu l'avis n° 71.377/2 du Conseil d'État, donné le 11 mai 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité d'accorder, dans une perspective d'équité entre enfants bénéficiaires, des dérogations sur la base des mêmes critères d'octroi par les caisses d'allocations familiales dans des catégories de cas dignes d'intérêt se présentant de manière récurrente ;

Considérant la nécessité d'assurer autant que possible en la matière et dans cette même perspective d'équité, une cohérence entre les règles applicables aux enfants nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001 qui bénéficient du maintien de leurs droits acquis en matière d'octroi de dérogations générales et celles applicables aux enfants nés à partir de cette date ;

Considérant la nécessité de prévoir des dérogations générales pendant une phase transitoire suivant la régionalisation et d'éviter les arrêts de paiement qui surviendraient dès février 2022 sur la base du premier contrôle annuel de scolarité prévu conformément à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 précité, et qui concerneraient certains jeunes déjà engagés dans des formations dispensées par des écoles qui ne sont pas organisées, reconnues ou subventionnées par l'une des communautés du pays ;

Que cette mesure a pour seule finalité proportionnée d'éviter transitoirement les arrêts de paiement des allocations familiales à ces jeunes nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 et déjà engagés dans ces formations non reconnues avant le 1<sup>er</sup> août 2022 et n'est donc pas discriminatoire en ce qu'elle établit une différence de traitement raisonnablement justifiée entre cette catégorie de jeunes et une seconde catégorie de jeunes nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 n'ayant pas entamé de telles formations non reconnues avant le 1<sup>er</sup> août 2022 ;

Qu'en effet, la situation de cette seconde catégorie est objectivement différente par rapport à celle des jeunes bénéficiant de la mesure transitoire, car toutes les familles seront informées de la cessation des paiements avant le 1<sup>er</sup> août 2022, ce qui permet aux jeunes de cette seconde catégorie d'envisager une formation reconnue ou non reconnue en toute connaissance de cause sans risque de cessation de paiement des prestations familiales dans le contexte d'une formation en cours, ce qui n'aurait pas été le cas des jeunes ayant déjà entamé la formation non reconnue avant cette date en l'absence de mesure transitoire, et pour qui cette dernière permet, a contrario, une continuité des paiements jusqu'à la fin de leur formation non reconnue déjà en cours ;

Considérant en outre que, dès lors que la seule norme générale d'octroi des prestations familiales aux enfants bénéficiaires de 21 à 25 ans dans l'enseignement reconnu prévue à l'article 5, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 8 février 2018 précité et ses modalités d'application déterminées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 précité ne prévoient pas de droit aux prestations et de paiement en cas d'inscription dans l'enseignement non reconnu, mais au contraire l'absence d'ouverture du droit et de paiement dans cette hypothèse, la mesure transitoire n'a pas pour effet de réduire les droits de la seconde catégorie d'enfants en matière de prestations familiales ;

Qu'en conséquence leurs droits sont préservés et que l'obligation de standstill fixée par l'article 23 de la Constitution n'est pas violée en ce que le niveau de protection sociale n'est pas diminué par les mesures mises en œuvre par le présent arrêté ;

Considérant qu'il convient de faire rétroagir le présent arrêté au 1<sup>er</sup> février 2022 ;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Que l'arrêté vise à confirmer une pratique existante et à ne pas supprimer de droits pour les jeunes ayant déjà entamé un cursus avant le 1<sup>er</sup> août 2022, et ce conformément au principe général des droits acquis ;

Que la rétroactivité ne porte atteinte ni aux droits individuels, ni à la sécurité juridique ;

Considérant la délégation donnée par le Gouvernement wallon à la Ministre pour accorder des dérogations s'agissant de mesures d'exécution accessoires et de détail qui ne relèvent pas de règles décrétales ou de leurs modalités d'application mais de dérogations clairement circonscrites à ces règles et modalités,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, les autorités publiques belges recouvrent les services publics fédéraux belges, les communautés, les régions ou les provinces.

#### CHAPITRE 2. — *Dérogations générales à la condition d'inscription de l'enfant bénéficiaire dans une école organisée, subventionnée et reconnue par l'une des communautés du pays*

**Art. 2.** La condition d'inscription de l'enfant bénéficiaire dans une école organisée, reconnue ou subventionnée par l'une des communautés du pays, ne doit pas être remplie dans les cas suivants d'inscription à une formation suivie en Belgique :

1° la formation est dispensée par un établissement d'enseignement ou centre de formation qui ne relève pas de l'enseignement organisé, reconnu ou subventionné conformément à l'article 24 de la Constitution et qui est reconnu, agréé ou certifié par une autorité publique belge en vue de l'obtention d'un diplôme, certificat ou brevet reconnu par la loi, par décret, par ordonnance ou par règlement ;

2° la formation diplômante est dispensée par un établissement d'enseignement ou centre de formation reconnu, agréé ou certifié par une autorité publique étrangère et est reconnue conformément à la législation étrangère applicable ;

3° la formation est dispensée par un établissement d'enseignement ou centre de formation international et elle est reconnue, agréée ou certifiée par une autorité publique belge conformément à la législation belge applicable.

#### CHAPITRE 3. — *Conditions d'octroi des dérogations générales*

**Art. 3.** Les allocations familiales sont accordées dans les cas visés à l'article 2, 1° à 3°, à la condition que l'enfant suive un nombre suffisant d'heures de cours, à savoir minimum dix-sept heures de cours par semaine.

Une période de cours de cinquante minutes est assimilée à une heure.

Sont assimilés à des heures de cours :

1° les heures consacrées à des exercices pratiques sous la surveillance des professeurs dans l'école ;

2° jusqu'à concurrence de quatre heures au maximum, les heures d'études obligatoires passées sous surveillance dans l'école ;

3° les stages, si leur accomplissement est une condition de réussite de la formation.

Dans le cas visé à l'article 2, 2°, si l'enfant est inscrit dans un établissement reconnu comme établissement d'enseignement supérieur selon la législation étrangère applicable, les allocations familiales sont accordées à la condition que l'enfant suive une formation totalisant minimum vingt-sept crédits par année académique ou minimum treize heures de cours hebdomadaires.

**Art. 4.** Un document officiel émanant de l'autorité publique compétente visée à l'article 1<sup>er</sup> ou un document émanant de l'établissement et visé par ladite autorité publique, atteste que les critères visés aux articles 2 et 3 sont remplis.

CHAPITRE 4. — *Dispositions diverses, transitoires et finales*

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 2, des prestations familiales sont octroyées et versées aux enfants inscrits à une formation suivie en Belgique ayant débuté avant le 1<sup>er</sup> août 2022 dans un établissement qui n'est pas organisé, reconnu ou subventionné par l'une des communautés du pays, à la condition de suivre un nombre suffisant d'heures de cours.

Le critère du volume d'heures suivies est réputé rempli pour l'octroi de la dérogation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> si l'enfant suit une formation répondant aux critères mentionnés à l'article 3. Un document émanant de l'établissement atteste du respect de ces critères.

La dérogation accordée vaut pour toute la durée d'une formation ayant débuté avant le 1<sup>er</sup> août 2022.

**Art. 6.** Pour l'application du présent arrêté, les allocations familiales cessent d'être dues si l'enfant bénéficiaire met un terme à la formation à laquelle il s'est inscrit.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> février 2022.

Namur, le 25 juillet 2022.

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/32908]

**25 JULI 2022. — Ministerieel besluit tot vaststelling, voor de kinderen geboren vanaf 1 januari 2001, van de criteria voor de toekenning van de algemene afwijkingen van de inschrijvingsregel in een school die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door een van de gemeenschappen in België voor de betaling van gezinsbijslagen**

De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikel 5, §§ 4, lid 1, 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar, inzonderheid op artikel 16, lid 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 februari 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2022;

Gelet op het rapport van 21 maart 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies nr. 71.377/2 van de Raad van State, gegeven op 11 mei 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de noodzaak om, vanuit een oogpunt van billijkheid tussen gerechtigde kinderen, afwijkingen toe te kennen op grond van dezelfde toekenningscriteria door de kinderbijslagfondsen in categorieën van behartigenswaardige gevallen die zich regelmatig voordoen;

Gelet op de noodzaak om op dit gebied en vanuit hetzelfde oogpunt van billijkheid zoveel mogelijk te zorgen voor samenhang tussen de regels die gelden voor kinderen die vóór 1 januari 2001 zijn geboren en die genieten van de handhaving van hun verworven rechten inzake de toekenning van algemene afwijkingen, en de regels die gelden voor kinderen die vanaf die datum zijn geboren;

Gelet op de noodzaak om te voorzien in algemene afwijkingen tijdens een overgangsfase na de regionalisering en om te vermijden dat uitbetalingen zouden worden stopgezet vanaf februari 2022 op grond van de eerste jaarlijkse leerplichtcontrole die voorzien is overeenkomstig artikel 16, eerste lid, van het voornoemde besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018, en die betrekking zouden hebben op bepaalde jongeren die reeds zijn ingeschreven voor opleidingen die worden verstrekt door scholen die niet worden georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een van de gemeenschappen van het land;

Dat het enige evenredige doel van deze maatregel is te voorkomen dat de uitbetaling van kinderbijslag tijdelijk wordt stopgezet aan die jongeren die vanaf 1 januari 2001 zijn geboren en vóór 1 augustus 2022 reeds met dergelijke niet-erkende opleidingen zijn begonnen, en is derhalve niet discriminerend, aangezien deze maatregel een redelijkerwijs gerechtvaardigd verschil in behandeling vaststelt tussen deze categorie jongeren en een tweede categorie jongeren die vanaf 1 januari 2001 zijn geboren en vóór 1 augustus 2022 niet met dergelijke niet-erkende opleidingen zijn begonnen;

Dat de situatie van deze tweede categorie immers objectief verschilt van die van de jongeren die onder de overgangsmaatregel vallen, omdat alle gezinnen vóór 1 augustus 2022 op de hoogte zullen worden gebracht van de stopzetting van de betalingen, waardoor de jongeren van deze tweede categorie met kennis van zaken een erkende of niet-erkende opleiding kunnen overwegen zonder het risico te lopen dat de betaling van gezinsbijslagen in het kader van een lopende opleiding wordt stopgezet, wat niet het geval zou zijn geweest voor jongeren die vóór die datum reeds de niet-erkende opleiding hadden aangevat zonder de overgangsmaatregel, en voor wie deze laatste, a contrario, de continuïteit van de betalingen mogelijk maakt tot het einde van hun lopende niet-erkende opleiding;

Overwegende voorts dat, aangezien de enige algemene regel voor de toekenning van gezinsbijslagen aan gerechtigde kinderen van 21 tot 25 jaar in het erkend onderwijs, bedoeld in artikel 5, § 4, eerste lid, van het bovenvermeld decreet van 8 februari 2018 en de uitvoeringsbepalingen ervan vastgesteld bij het bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018, niet voorzagen in het recht op bijslag en betaling in geval van inschrijving in het niet-erkend onderwijs, maar integendeel in het ontbreken van een opening van het recht en van een betaling in dat geval, heeft de overgangsmaatregel niet tot gevolg de rechten van de tweede categorie kinderen met betrekking tot gezinsbijslagen te beperken;

Dat hun rechten bijgevolg worden gevrijwaard en dat de in artikel 23 van de Grondwet vastgestelde standstill-verplichting niet wordt geschonden, aangezien het niveau van sociale bescherming niet wordt verlaagd door de bij dit decreet uitgevoerde maatregelen;

Overwegende dat dit besluit terugwerkende kracht op 1 februari 2022 moet krijgen;

Dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Dat het besluit tot doel heeft een bestaande werkwijze te bevestigen en geen rechten af te schaffen voor jongeren die reeds vóór 1 augustus 2022 met een opleidingscyclus zijn begonnen, overeenkomstig het algemene beginsel van verworven rechten;

Dat de terugwerkende kracht geen afbreuk doet aan de individuele rechten of de rechtszekerheid;

Gelet op de door de Waalse Regering aan de Minister toegekende delegatie om afwijkingen toe te staan met betrekking tot aanvullende en nadere uitvoeringsmaatregelen die niet onder decretale regels of de toepassingsmodaliteiten ervan vallen, maar onder duidelijk afgebakende afwijkingen van deze regels en modaliteiten,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit omvatten de Belgische overheidsinstanties de Belgische federale overheidsdiensten, de gemeenschappen, de gewesten of provincies.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene afwijkingen van de voorwaarde dat het gerechtigd kind ingeschreven moet zijn in een school die wordt georganiseerd, gesubsidieerd en erkend door een van de gemeenschappen van het land*

**Art. 2.** De voorwaarde dat het gerechtigd kind ingeschreven moet zijn in een school die wordt georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een van de gemeenschappen van het land, dient niet te worden vervuld in de volgende gevallen van inschrijving voor een in België gevolgde opleiding;

1° de opleiding wordt verstrekt door een onderwijsinstelling die of een opleidingscentrum dat geen deel uitmaakt van het overeenkomstig artikel 24 van de Grondwet georganiseerde, erkende of gesubsidieerde onderwijs en door een Belgische overheidsinstantie is erkend, goedgekeurd of gecertificeerd met het oog op het behalen van een diploma, getuigschrift of certificaat dat bij wet, decreet, ordonnantie of verordening is erkend;

2° de afstudeerrichting wordt verstrekt door een onderwijsinstelling die of een opleidingscentrum dat erkend, goedgekeurd of gecertificeerd is door een buitenlandse overheidsinstantie en erkend is overeenkomstig de buitenlandse relevante wetgeving;

3° de opleiding wordt verstrekt door een internationale onderwijsinstelling of opleidingscentrum en wordt erkend, goedgekeurd of gecertificeerd door een Belgische overheidsinstantie overeenkomstig de relevante Belgische wetgeving.

#### HOOFDSTUK 3. — *Toekenningsvoorwaarden met betrekking tot algemene afwijkingen*

**Art. 3.** De kinderbijslag wordt toegekend in de gevallen bedoeld in artikel 2, 1° tot 3°, op voorwaarde dat het kind een voldoende aantal lesuren volgt, met name ten minste zeventien uur per week.

Een lesperiode van vijftig minuten wordt beschouwd als één uur.

Wat volgt wordt als lesuren beschouwd:

1° de uren die zijn besteed aan praktische oefeningen onder het toezicht van de leerkrachten in de onderwijsinstelling;

2° tot hoogstens vier uur per week, de studie-uren die verplicht onder toezicht in de onderwijsinstelling doorgebracht worden;

3° de stages, indien de voltooiing ervan een voorwaarde is voor het slagen voor de opleiding.

In het geval bedoeld in artikel 2, 2°, indien het kind ingeschreven is in een instelling die door de relevante buitenlandse wetgeving als instelling van hoger onderwijs wordt erkend, wordt de kinderbijslag toegekend op voorwaarde dat het kind een opleiding volgt die in totaal ten minste zevententwintig studiepunten per academiejaar of ten minste dertien lesuur per week bedraagt.

**Art. 4.** Een officieel document dat verstrekt is door de in artikel 1 bedoelde bevoegde overheidsinstantie of een document verstrekt door de instelling en goedgekeurd door die overheidsinstantie, waarin wordt verklaard dat aan de in de artikelen 2 en 3 bedoelde criteria is voldaan.

#### HOOFDSTUK 4. — *Diverse bepalingen, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 5.** In afwijking van artikel 2 worden de gezinsbijslagen toegekend en uitbetaald aan kinderen die voor een in België gevolgde opleiding zijn ingeschreven die vóór 1 augustus 2022 is begonnen in een instelling die niet wordt georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door een van de gemeenschappen van het land, op voorwaarde dat zij een voldoende aantal lesuren volgen.

Aan het criterium van het aantal gevolgde uren wordt geacht te zijn voldaan voor het toekennen van de in lid 1 bedoelde afwijking, indien het kind een opleiding volgt die voldoet aan de in artikel 3 genoemde criteria. Een door de instelling verstrekt document moet aantonen dat aan deze criteria is voldaan.

De toegekende afwijking geldt voor de volledige duur van een opleiding die vóór 1 augustus 2022 is begonnen.

**Art. 6.** Voor de toepassing van dit besluit wordt de kinderbijslag niet meer uitgekeerd indien het gerechtigd kind een eind maakt aan de opleiding waarvoor het ingeschreven is.

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2022.

Namen, 25 juli 2022.